

IGOR YURGENS

Directeur de l'Institute of Contemporary Development, Moscou

Risques mondiaux, gouvernance internationale et aveuglement des gouvernements confrontés à ces problématiques, tels sont les sujets de ma présentation. Les gouvernements nationaux sont-ils en mesure de faire face à des risques qui, de par leur nature, se posent à l'échelle internationale et sont-ils à la hauteur de la situation ? J'ai déjà réduit la taille de ma présentation, mais je vous demanderai toutefois d'être patients.

Pour un développement durable, je soutiens que les risques doivent être atténués. Au vu de certains risques auxquels nous sommes confrontés, nous développer de manière durable n'est peut-être tout simplement pas possible. Qu'est-ce que le développement durable et pourquoi nous attacher à ce concept ? La meilleure définition que j'ai pu en trouver est la suivante, je cite : « Développement qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. » Nous devons laisser à nos enfants et petits-enfants de quoi assurer leur existence. Le développement durable est donc une forme de développement exempte de risques ou du moins une forme de développement qui les minimise. Sur le plan conceptuel, un tel développement est divisé en plusieurs composantes ; sociale, économique, environnementale et institutionnelle ou dans le cas qui nous intéresse en risques.

Les gouvernements nationaux sont-ils en mesure de gérer de tels risques ? J'ai envie de soutenir que non car dans les sociétés démocratiques ils sont soumis à la pression électorale et dans les sociétés non démocratiques à l'autoritarisme des dirigeants. Le besoin de gérer les risques systémiques mondiaux et de protéger notre espace de vie commun appelle donc à une meilleure gouvernance internationale, c'est logique. Les pressions exercées d'un côté à brève échéance par les citoyens et les compromis nécessaires entre coûts et avantages des transactions internationales et inter-temporelles bloquent toute avancée. Même les leaders démocratiques les plus doués ne parviennent pas à gérer les risques à long terme, car la perspective d'échéances électorales paralyse leurs initiatives. Nous en remettre aux gouvernements nationaux pour gérer les risques qui pèsent à l'échelle mondiale n'est donc pas une bonne idée.

Les événements récents, notamment la crise financière internationale et les risques écologiques, dont il a déjà été question, découlant de la transgression des « frontières planétaires », indiquent à l'évidence que nous ne pouvons pas continuer sur cette voie. Les efforts pour restructurer les institutions internationales ont soit échoué, par exemple la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, ou sont restés relativement sans effet. Abordées hier, les réformes au sein du FMI et de la Banque mondiale pour changer le mode de représentation et le droit de vote attestent de l'étendue des difficultés tandis que les tentatives pour entériner les accords faisant suite au dernier cycle de négociations du GATT (Uruguay Round) et au Protocole de Kyoto s'enlisent. Cet insuccès est dû en grande partie à l'absence de normes encadrant clairement les nouveaux accords internationaux et relations entre Etats et institutions internationales. Des discussions sur la nécessité de définir de telles normes, un fait important est ressorti : l'action collective à mener pour relever les défis transnationaux est entravée pour diverses raisons : manque de catégories intégrées et multidisciplinaires assurant la bonne compréhension des enjeux, intérêts divergents des pays et hiérarchisation très différente des valeurs d'une société à l'autre. Les débats sur la fraude fiscale qui ont lieu en Europe quant aux meilleurs moyens de préserver l'Union européenne dans un contexte de tensions sociales et économiques sont à ce titre éloquentes.

L'exemple le plus frappant, dont je dirai quelques mots dans un instant, concerne la catastrophe écologique imminente qui pèse sur la planète. En dépit de l'accumulation croissante de phénomènes météorologiques extrêmes (si bien mis en lumière par le représentant d'AXA) aux quatre coins du monde et des demandes d'indemnisation en forte croissance en résultant, les négociations menées dans le cadre de la convention américaine sur le réchauffement climatique et portant sur les limitations des gaz à effet de serre ne semblent s'acheminer vers aucun accord satisfaisant. Si les gouvernements s'en tiennent à leurs engagements actuels, le Groupe d'experts inter-gouvernemental et l'agence internationale de l'énergie prévoit au mieux une hausse maximum de 3,5 °C, avec de graves pénuries d'eau et des périodes de sécheresse prolongées dans certaines régions et l'impossibilité de tenir,

pour cause d'inondations, cette conférence à Cannes, ce qui serait une véritable honte. Soixante mètres d'eau au-dessus de nos têtes, on peut considérer que c'est une catastrophe, non ?

Ceci étant dit et vous rappelant l'échec du Sommet de Rio +20, voici deux points clés qui constituent, à mon avis, la priorité numéro un pour l'humanité : les tensions environnementales, d'un côté et les tensions sociales, de l'autre. Concernant les premières, j'aimerais aborder la notion de « frontières planétaires ». Réunis par le Stockholm Resilience Centre, vingt-neuf scientifiques ont identifié neuf frontières dont le franchissement pourrait causer, et je cite : « de graves préjudices à la planète et au bien-être de l'humanité ». Nous en avons déjà franchi trois sur les neuf : réchauffement climatique, dont certains pensent qu'il est irréversible, concentrations en azote et taux de perte de la biodiversité. Les six autres sont l'acidification des océans, l'ozone stratosphérique, les concentrations en aérosol, la consommation d'eau douce, la réaffectation des sols et la pollution chimique. De brusques changements environnementaux d'ampleur planétaire ne peuvent plus être exclus. Les ressources de la planète sont sollicitées de manière exponentielle. Ce sujet sera traité plus tard.

Concernant les troubles sociaux, auxquels nous devons vraisemblablement faire face si nous ne faisons rien pour réduire les inégalités et améliorer la justice sociale partout dans le monde, deux informations clés nécessitent d'être mises en perspective. La Future World Foundation, dont certains des dirigeants participent à cette conférence, est parvenue aux mêmes conclusions. Aux États-Unis, en Russie, en Chine ainsi que dans d'autres pays, les écarts très élevés entre revenus des plus riches et des plus pauvres sont un fait du quotidien. De telles inégalités ont partout et toujours pour corollaire de graves maux sociaux. A contrario, une plus grande égalité coïncide systématiquement avec de meilleurs baromètres sociaux dans tous les domaines. Ces données sociales couvrent les aspects suivants : santé mentale et physique, performances scolaires, bien-être des enfants, confiance et vie communautaire, mobilité sociale, taux de natalité chez les adolescents, obésité, toxicomanie, violence et emprisonnement. Même les personnes favorisées des sociétés inégalitaires souffrent d'un plus grand nombre de pathologies que leurs homologues évoluant dans des sociétés plus égalitaires.

À l'heure actuelle, une quadruple menace d'une portée très grave pèse sur nous. La première correspond à la croissance de la population qui doit passer de 7 à 9 milliards d'individus. La deuxième correspond au réchauffement climatique anthropique d'ampleur planétaire. Nous avons déjà abordé ce point. La troisième est la crise de tout l'écosystème à l'échelle mondiale et sa détérioration accélérée au cours des 50 dernières années. La quatrième, enfin, est le caractère universel des bouleversements qui affectent l'écosystème. Les écologistes nous expliquent qu'en réaction aux perturbations, les changements peuvent être brusques et irrémédiables. Au rang des signaux d'alarme donnés par le climat figure notamment l'évolution du régime hydraulique agricole.

Une situation plutôt délicate nous attend. À l'échelle de la planète, quelles initiatives menons-nous concrètement en termes de gouvernance et de prise de risque ? Certains programmes nationaux sont en place, mais à l'échelle internationale, les échanges ne débouchent sur aucune approche commune. Il y a trois ou quatre mois environ, des groupes de réflexion internationaux se sont réunis. Je vous communiquerai uniquement les réponses données par quatre nations : les États-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie. Lorsque nous leur avons expliqué que nous avions besoin de mesures internationales pour faire face à tous ces risques, les États-Unis ont répondu, et je ne fais ici que les citer : « De manière générale, les États-Unis continueront à assumer un rôle important sur la scène internationale. Mais, voir la nation américaine renoncer à une partie de sa souveraineté au profit d'accords internationaux est peu probable, en particulier dans un domaine comme celui de l'environnement. Les traités officiels seront pratiquement impossibles à ratifier. Si les États-Unis doivent prendre part à des initiatives internationales, ce ne sera pas par le biais de cette voie officielle. »

Quelle est la réponse de la Chine face à la nécessité de mener une action internationale concertée ? « La Chine n'accepte aucun conflit d'intérêt avec ses objectifs sociaux et économiques. Sa politique environnementale part du principe que la prévention suffit à minimiser l'impact négatif de la croissance sur l'environnement. La Chine n'a pas besoin de ralentir sa croissance, mais doit adopter une stratégie d'ensemble. Garantir l'implication du public jouera un rôle clé. » La réponse de la Chine est très évasive et davantage défavorable que favorable à la nécessité d'une action internationale concertée pour traiter des problèmes environnementaux mondiaux et autres qui se posent.



Le Gouvernement indien n'a pas de position officielle quant au bon compromis entre croissance, intégration sociale et développement durable. Un rapport du National Council on Low Carbon Strategies for Inclusive Growth 2011 soutient, je cite, que « Les considérations relatives aux moyens de subsistance, tels que la nécessité de lutter contre la pauvreté et de trouver des sources supplémentaires de revenu prévalent dans nos décisions politiques, même si cela implique de faire passer la réduction des émissions de CO2 au second plan. Encore une fois, l'Inde est davantage défavorable que favorable à la nécessité d'une action internationale concertée.

La Russie pour sa part déclare : « Nous pouvons essayer d'aligner nos intérêts sur ceux des pays dont l'économie repose sur l'exploitation de ressources naturelles. » Voici la nouvelle ligne d'attaque que nous verrons à l'occasion de la présidence russe du G20. La Russie assumera la présidence du G20, puis celle du G8 en 2014. La Russie accepte l'idée d'aligner certains de ses intérêts sur ceux des économies de ressources naturelles, ceci étant dit, j'aimerais établir ici une passerelle entre ma présentation et celle de mon confrère chinois. Qu'est-ce que cela signifie en clair ? Que si nous, les économies de ressources naturelles, c'est-à-dire, nous, les pays producteurs de pétrole, de gaz et d'autres ressources minérales parvenons à atténuer nos risques grâce à la mise en place d'un dénominateur commun sur les prix à long terme et à obtenir en échange des occidentaux qu'ils nous transmettent leurs technologies. Il s'agit là d'une notion très complexe sur laquelle planche actuellement l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI). Cette idée demeure néanmoins très vague. À la base de cette proposition, il y a l'idée que les occidentaux sont très égoïstes car, d'un côté ils captent toutes nos ressources, qu'ils utilisent sous la forme de biens de consommation, et rechignent fortement dans le même temps à partager leurs technologies. Uniquement si nous parvenons à faire peser dans la balance les défis sociaux et environnementaux face à cette approche russe d'un front commun.

Nous devons gérer cette situation. Il faut qu'un nouveau système de définition des normes à l'échelle mondiale voie le jour. Pour faire face à ces défis mondiaux, il faut qu'une forme ou une autre de gouvernement international fasse son apparition. Ce que M. Lamy a déclaré au cours du dîner de hier au soir m'a de ce point de vue beaucoup encouragé. Nous devons mieux nous servir des systèmes existants. Nous comprenons cela. Nous, qui sommes censés être des personnes intelligentes, devons pousser les hommes et femmes politiques dans cette voie. Je m'arrêterai ici. Merci beaucoup de votre attention.